



CHILLY-MAZARIN

Accusé de réception en préfecture  
091-219101615-20210406-D210604-7-DE  
Date de télétransmission : 13/04/2021  
Date de réception préfecture : 13/04/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU MARDI 6 AVRIL 2021**

**Nombre de membres**

en exercice : 35

Présents : 26

Représentés : 9

Excusé : /

Absent : /

L'an deux mille vingt et un, le six avril à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

**PRÉSENTS :** MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, MM. CRUSE, JANUS, MME RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, ADJOINTS ; MM. SERRES, HAMONIC, MME BOUGE, M. SOUSA, MME YENKETRAMDOO, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, BOUKOUNA, DEBBI, MME HADJIAT ; MME CINOSI-GIRARD, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MMES LEANZA, SICSIC, M. RODRIGUES, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

**REPRÉSENTÉS :**

MME GREMION .....	POUVOIR A MME LOYAU
MME LE PALUD .....	POUVOIR A M. PAUDELEUX
MME MALBEC .....	POUVOIR A MME GY
MME NAOUM-GHAZIEFF .....	POUVOIR A MME YENKETRAMDOO
MME MICHON .....	POUVOIR A M. LACAMBRE
MME MORIEZ .....	POUVOIR A M. JANUS
M. FERYN .....	POUVOIR A M. DEBBI
M. GNADRE .....	POUVOIR A MME CINOSI-GIRARD
MME LACARRIERE-FARGES .....	POUVOIR A M. BOUCHE

**EXCUSÉ :** /

**ABSENT :** /

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame **Kenza HADJIAT** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**D210604-7**

Taux des impôts directs locaux pour 2021.

**OBJET : TAUX DES IMPOTS DIRECTS LOCAUX POUR 2021.****RAPPORTEUR : DOMINIQUE LACAMBRE****NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE**

L'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la taxe d'habitation sur les locaux meublés affectés à l'habitation principale (appelée « taxe d'habitation sur les résidences principales » (THRP)) et un nouveau schéma de financement des collectivités territoriales et de leurs groupements.

**I. Les principes généraux de la réforme**

Les principes généraux de la réforme sont les suivants :

- Environ 80 % des foyers fiscaux ne paieront plus de taxe d'habitation sur leur résidence principale en 2020, même si leur local assujéti est situé sur le territoire d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre ayant augmenté son taux de taxe d'habitation entre 2017 et 2019 ;
- Plus aucun foyer fiscal ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale en 2023. Les foyers fiscaux continuant d'acquitter une taxe d'habitation en 2020 seront progressivement exonérés, à hauteur de 30 % en 2021, de 65 % en 2022 et de 100 % en 2023 ;
- Le nouveau schéma de financement des collectivités locales entrera en vigueur cette année. En 2021 et en 2022, la taxe d'habitation sur les résidences principales due au titre de ces deux années sera perçue par l'État ;
- Les communes et les EPCI à fiscalité propre conserveront le produit de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, renommée à compter de 2023 « taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale ».

**II. Les conséquences de la refonte de la fiscalité locale en 2021 pour la ville**

À compter de 2021, la taxe d'habitation sur les résidences principales ne sera plus perçue par la ville. Un nouveau schéma de financement des collectivités locales entrera en vigueur. La ville sera intégralement compensée de la suppression de cette recette fiscale, dans les conditions prévues à l'article 16 de la loi de finances pour 2020.

Aussi, le montant de compensation versé en 2021 à la ville sera égal à la somme des trois termes suivants :

- Le produit entre les bases communales de taxe d'habitation sur les résidences principales de 2020 (**38 046 098 euros**) et le taux de taxe d'habitation appliqué en 2017 (**13,91%**) sur le territoire de la commune (**soit 5 292 212 euros**) ;
- Les compensations d'exonérations de taxe d'habitation versées en 2020 à la commune (**244 742**) ;
- Le montant annuel moyen des rôles supplémentaires de taxe d'habitation sur les résidences principales émis en 2018, 2019 et 2020 au profit de la commune (52 302).

La compensation de la perte de taxe d'habitation sur les résidences principales de la ville sera réalisée par **le transfert du taux départemental de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)** appliqué sur son territoire (**16,37%**). Son taux de référence pour 2021 sera ainsi égal à la somme du

taux communal (12,32%) et du taux départemental de TFPB (16,37%) de 2020 soit 28,69%. Et elle conservera son pouvoir de taux sur cette nouvelle référence dès 2021.

Accusé de réception en préfecture  
09/04/2021 13:04:00  
Date de télétransmission : 13/04/2021  
Date de réception en préfecture : 13/04/2021

Le transfert du taux départemental de TFPB entraîne pour les communes la perception d'un produit supplémentaire qui ne coïncide pas au montant de la taxe d'habitation perdue.

Aussi, la ville sera surcompensée, car les ressources à compenser seront inférieures aux ressources transférées du département. Pour cela, un coefficient correcteur sera calculé et s'appliquera chaque année au produit de TFPB communal tel que résultant des bases de l'année en cours et de la somme du taux communal et départemental de 2020. Le coefficient correcteur sera figé et n'évoluera pas d'une année sur l'autre : 0,912603.

### III. Le contexte chiroquois

Malgré l'accroissement des charges, l'évolution défavorable des dotations de l'Etat, l'incertitude de l'évolution des droits de mutation et l'environnement économique, le budget de la Ville peut être équilibré en 2021 sans hausse de la fiscalité locale tout en préservant la qualité du Service Public de proximité et un haut niveau d'investissement.

Ainsi, les taux de taxe sur le foncier bâti et non-bâti seront identiques à ceux de 2020.

A compter de 2021, la ville ne vote plus le taux de Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), transférée à la Communauté d'agglomération Paris-Saclay.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'adopter, par délibération suivante, les taux des impôts directs locaux pour l'année 2021.

**Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 1212-29 relatif au Conseil municipal et à ses attributions et le livre III relatif aux finances communales,

**VU** le Code général des impôts, et notamment les articles 1636 B sexies, 1636 B septies et 1639 A,

**VU** la loi de finance pour 2020 du 28 décembre 2019,

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M14,

**VU** la délibération du Conseil Municipal du 6 avril 2021 adoptant le budget primitif de l'exercice 2021,

**VU** l'avis de la commission des finances en date du 1<sup>er</sup> avril 2021,

**CONSIDERANT** la nécessité de voter chaque année les taux de taxes directes locales dans le cadre du vote du budget primitif de la ville ;

**CONSIDÉRANT** que les collectivités territoriales font connaître aux services fiscaux, avant le 15 avril de chaque année, les décisions relatives soit aux taux, soit aux produits, selon le cas, des impositions directes perçues à leur profit,

### **D É L I B È R E**

**ARTICLE 1 : FIXE** les taux des impôts directs locaux pour l'année 2021, comme suit :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties..... : 28,69 %, (composé du taux communal 2020 : 12,32% et du taux départemental 2020 : 16,37%)

- Taxe foncière sur les propriétés non bâties..... : 21,86 %

**Résultat du vote : UNANIMITE.**

Accusé de réception en préfecture  
091-219101615-20210406-D210604-7-DE  
Date de télétransmission : 13/04/2021  
Date de réception préfecture : 13/04/2021

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.**

**Suivent les signatures.**

**Extrait certifié conforme.**

**Chilly-Mazarin, le 6 avril 2021**



**La Maire,  
Rafika REZGUI**